



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et  
interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 14/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **A2C +GRANULATS VICAT+GSM**

49 bis av franklin roosevelt  
77215 Avon

Références : E24/2692  
Code AIOT : 0006512484

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2024 dans l'établissement A2C +GRANULATS VICAT+GSM implanté 77480 Mouy-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 11/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- A2C +GRANULATS VICAT+GSM
- 77480 Mouy-sur-Seine
- Code AIOT : 0006512484
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Sur la commune de Mouy-sur-Seine (77), les entreprises A2C Granulat, GSM et VICAT sont autorisées à exploiter une carrière alluvionnaire dite site B par l'Arrêté Préfectoral 10 DCSE M 018 du 19 octobre 2010 sur une surface de 99 ha 74 a 70 ca ; pour une production moyenne de 350 000t/an (et maximale de 700 000 t/an) pour une durée de 20 ans.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi floristique, phytoécologique et faunistique	Arrêté Préfectoral du 19/10/2010, article II - 3.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Information du public	Arrêté Préfectoral du 19/10/2010, article III-1	Sans objet
3	Remblayage de la carrière	Arrêté Préfectoral du 19/10/2010, article III-17	Sans objet
4	Mesures compensatoires et/ou d'accompagnement	Arrêté Préfectoral du 19/10/2010, article III-18	Sans objet
5	Limitation des accès	Arrêté Préfectoral du 19/10/2010, article III-19	Sans objet
6	Plans	Arrêté Préfectoral du 19/10/2010, article III-21	Sans objet
7	Pollution des eaux	Arrêté Préfectoral du 19/10/2010, article IV-3	Sans objet
8	Montants de référence des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 19/10/2010, article V-1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation est correctement tenue et les prescriptions contrôlées sont respectées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Suivi floristique, phytoécologique et faunistique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/10/2010, article II - 3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivis
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour la flore et la végétation, il s'agit de réaliser : tous les deux ans, des relevés floristiques semi-quantitatifs au sein de parcelles expérimentales représentatives des différents types de milieux remarquables présents aux abords du projet et des milieux restaurés dans le cadre des mesures compensatoires tous les 6 ans un état des lieux détaillé des sites d'intérêt écologique majeur, comprenant l'élaboration d'une carte des formations végétales et la réalisation d'un inventaire floristique exhaustif.</p> <p>Pour la faune, il s'agit de réaliser tous les deux ans :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un inventaire exhaustif des groupes faunistiques indicateurs de la qualité des milieux [...]</li> </ul> <p>Une analyse qualitative et quantitative des populations d'espèces remarquables.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les derniers relevés sont en date de 2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Information du public**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/10/2010, article III-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Information du public
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès à la carrière des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
<b>Constats :</b>  Les références de l'autorisation de la carrière, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté sont indiqués sur un panneau à l'entrée du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Remblayage de la carrière**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/10/2010, article III-17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Apports de matériaux extérieurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les apports de matériaux extérieurs sont interdits. Seuls sont utilisés les stériles et terres végétales provenant du site. A ce titre l'exploitant respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mai 2010 modifiant l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux carrières.
<b>Constats :</b>  Les apports de matériaux extérieurs sont interdits sur le site. Le remblayage de la carrière est exclusivement effectué avec des stériles et terres végétales provenant du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Mesures compensatoires et/ou d'accompagnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/10/2010, article III-18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures compensatoires et d'accompagnement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation du quai de chargement sur la Seine sur la commune de Jaunes au lieu-dit Le haut de Vez sera précédée du déplacement des herbiers aquatiques en concertation avec les voies navigables de France. Des gîtes artificiels pour chiroptères sont mis en place dans les Passages souterrains des bandes transporteuses en concertation avec les associations naturalistes locales. Création d'une frayère de 6,1 ha sur des terrains situés dans le périmètre mais non exploités (secteur Chatelet site A).

**Constats :**

Les gîtes artificiels pour chiroptères ont été mis en place dans les passages souterrains des bandes transporteuses en 2016.

Le déplacement des herbiers aquatiques en concertation avec voies navigables de France n'a pas été effectué. Suite au passage d'un écologue il a été constaté l'absence d'herbier aquatique.

En 2013, la modification des infrastructures liées au quai de déchargement a été actée par l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Limitation des accès**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/10/2010, article III-19

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accès

**Prescription contrôlée :**

Durant les heures d'activité (cf. article I-5), l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. [...]

Des pancartes indiquant le danger sont apposées à intervalle régulier (distance entre panneaux de l'ordre de 50 m), sur les chemins d'accès aux travaux, ainsi qu'à proximité du périmètre clôturé particulièrement le long des chemins ruraux. Le bon état des clôtures et pancartes fait l'objet d'un contrôle a minima semestriel.

**Constats :**

En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.

L'accès de l'exploitation est interdit au public.

Des clôtures et portails sont en place pour limiter l'accès au site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Plans**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/10/2010, article III-21

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan

**Prescription contrôlée :**

Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral.

Sur ce plan sont reportés :

- l'échelle,
- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les bandes de 10 mètres, les zones supplémentaires de recul,
- les zones en cours d'exploitation,
- les cotes fonds de fouilles y compris des zones en eaux,

- les zones déjà exploitées non remises en état,
- les zones remises en état,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, (cote NGF),
- les convoyeurs et infrastructures,
- les pistes et voies de circulation y compris hors périmètre,
- les piézomètres,
- la position des éléments visés à l'article III-20 et leurs éventuelles servitudes,
- le tracé des lignes électriques,
- les bornes mentionnées à l'article III-2,
- les valeurs des éléments S1, S2 et L définis à l'article V-1.

Ce plan, remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, est certifié conforme par l'exploitant et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente, ....). Il est joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site.

**Constats :**

L'exploitant a fourni à l'inspection un plan de suivi des travaux d'exploitation et de remise en état de la carrière.

Celui-ci répond aux attentes de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Pollution des eaux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/10/2010, article IV-3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des pollutions

**Prescription contrôlée :**

**IV-3-1 Prévention des pollutions accidentelles**

Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier : I-Le ravitaillement des engins de chantier est réalisé sur une aire étanche fixe entourée d'un caniveau permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels par sur décanteur déshuileur, il est réalisé autant d'aires étanches que nécessaire.

Les visites d'entretien du débourbeur – déshuileur sont programmées au minimum deux fois par an et réalisées par l'exploitant ou en sous-traitance. [...]

**Constats :**

Le dernier contrôle de séparateur est en date de 2019. Celui-ci a depuis été démantelé.

Un nouveau séparateur a été mis en place en 2024, la prochaine analyse est programmée pour 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 8 : Montants de référence des garanties financières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/10/2010, article V-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Garanties financières
<b>Prescription contrôlée :</b>  La durée de l'autorisation est de 20 ans divisée en 4 périodes quinquennales. À chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de celle-ci. La formule de calcul utilisée est celle relative aux carrières de matériaux meubles en nappe alluviale ou superficielle.[...]
<b>Constats :</b>  Les garanties financières relevées dans le bilan 2023 montrent un dépassement du linéaire de berges. À la date de la visite, le linéaire est redescendu en dessous de 1 360 m. Les garanties financières sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

